

De la censure même au Parlement européen

L'UE bloque des sites web pour ses propres députés

par la Rédaction de «Ansage.org», Allemagne

Le moloch de plus en plus autoritaire, hostile aux droits fondamentaux et à la liberté, en lequel a dégénéré le siège de l'UE à Bruxelles, tente depuis des années – et dernièrement avec de plus en plus d'acuité – de mettre les médias sociaux au pas et de censurer tous les contenus qui s'écartent de la narration souhaitée en les qualifiant de «désinformation», ou du moins en les stigmatisant par des «classifications» via des avertissements.

Dans le cas de X/Twitter, cela a donné lieu à une solide dispute entre *Elon Musk* et les apparatchiks mondialistes autour du *commissaire européen à la concurrence Thierry Breton*,¹ aujourd'hui démissionnaire, qui souhaiterait interdire complètement le service de messagerie, à l'instar du *Bésil*.² Le patron de *Telegram*, *Pawel Durov*, a même été temporairement arrêté par la justice française agissant dans l'esprit de l'UE et n'a actuellement pas le droit de quitter la France.³ Mais il y a au moins une chose pour laquelle l'UE est cohérente: son zèle de tutelle et de censure ne s'étend pas seulement aux citoyens, mais également à ses propres collaborateurs et même à ses députés élus.

L'UE bloque donc réellement l'accès à certains médias libres au Parlement européen. L'outil de censure utilisé semble être le *programme d'espionnage américain «Blue Coat»*.⁴ En tant que fournisseur chinois, *TikTok* ne peut déjà plus être consulté par les députés sur tous les appareils de travail et ordinateurs portables ainsi que sur les réseaux WLAN, mais cette liste de blocage a également été étendue aux médias en ligne germanophones: ainsi, le *blog autrichien «Der Status»*⁵ n'est également plus accessible au Parlement européen, comme l'a rapporté le député autrichien FPÖ *Gerald Hauser*. Il en va apparemment de même pour un nombre inconnu d'autres médias libres. Ne sont pas (encore) concernés «Ansage!», «Journalistenwatch» et «PI-News».

«Pour vous protéger»

Lors de l'appel des pages supprimées respectives, l'aimable indication de «Big Brother» appa-



«Nous avons bloqué ce site web pour vous protéger.»
(Capture d'écran: Proxy Parlement européen)

raît: «We blocked this website to protect you». Quel beau service: l'administration de l'UE protège les députés mineurs, manifestement incapables de penser par eux-mêmes, comme des petits enfants contre les influences toxiques, afin qu'ils ne soient pas «blessés» dans leurs sentiments; un soin particulier de l'Etat à la Corée du Nord.

Les censeurs de Mme *von der Leyen* précisent explicitement: «Ce n'est pas un message d'erreur. Nous avons délibérément bloqué cette page, afin que vous ne subissiez aucun préjudice!» Bruxelles ne précise pas la raison de la censure du média libre: l'endroit correspondant dans la déclaration reste vide après les deux points.

Le fait que la censure pour les représentants du peuple et les mandataires librement se trouvant dans les bâtiments de l'UE doive être encore plus complète que pour les citoyens de l'UE qui les élisent (concernés «uniquement» par la censure de chaînes prétendument ennemies telles «Russia Today» ou «China Global Television») est un scandale et prouve tout le mépris de la démocratie et des citoyens qu'ont les idéologues et propagandistes bruxellois. Le fait que l'exécutif de l'UE semble donc nier aux représentants du pouvoir législatif la capacité de décider eux-mêmes où et comment s'informer et évaluer les opinions de manière critique en dit long.

René Aust (Afd), président du nouveau groupe ESN (*Europe des nations souveraines*) au Parle-

ment européen, a fait part à «Ansage!» de son extrême perplexité face à la pratique de la Commission (ou du Bureau du Parlement, si celui-ci est responsable de cette censure):

«Ni l'UE ni le Parlement européen ne doivent me protéger des contenus des sites que je consulte volontairement. Mais nous devons tous être protégés de la censure du Parlement européen et de l'Union européenne!»

Son collègue parlementaire Hauser du FPÖ se dit également choqué: «C'est effrayant! C'est de la censure à un degré qui défie toute démocratie!»

Hauser a promis à la directrice de «Der Status», *Bernadette Conrads*, qui envisage une action en justice en raison du blocage de son site, qu'il allait maintenant déposer une question parlementaire. La présidente de la Commission,

Mme *von der Leyen*, doit expliquer «pourquoi elle nous prive, nous les parlementaires, de la liberté d'information».

Source: <https://ansage.org/zensur-sogar-im-bruesseler-parlament-eu-sperrt-kritische-webseiten-fuer-die-eigenen-abgeordneten/>, 20 septembre 2024

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.tagesschau.de/ausland/breton-vonderleyen-eu-100.html>

² <https://rsw.beck.de/aktuell/daily/meldung/detail/x-sperrung-brasilien-elon-musk>

³ <https://www.spiegel.de/netzwelt/web/telegram-chef-pawel-durow-darf-frankreich-nicht-verlassen-a-e8ac75d0-506e-4826-8177-af0efc13d690>

⁴ <https://derstatus.at/great-reset/us-spionage-programm-eu-zensur-skandal-weitert-sich-2988.html>

⁵ <https://www.science.org/doi/10.1126/science.1153717>